



## **GUERRE D'ALGÉRIE** **LES JUSTES CONTRE LA HONTE**

Il y a 50 ans, le peuple algérien obtenait son indépendance. Au-delà des mobilisations militaires de l'armée de libération nationale, c'est grâce à des mobilisations citoyennes que ce combat pour l'émancipation du peuple algérien a pu être victorieux.

En France, ce sont des trotskystes, des anciens résistants, des militants antiracistes, des socialistes dissidents, des chrétiens de la mission de France, des communistes qui ont soutenu les partisans de Messali Hadj et Ferhat Abbas (les premiers artisans de l'émancipation du peuple algérien) puis les militants du Front de Libération Nationale. C'est au nom du combat contre le racisme et les discriminations qui étaient au cœur du système colonial, au nom de la défense des droits de l'homme que ces Français ont soutenu les Algériens en lutte pour leur indépendance. La mobilisation contre l'envoi des soldats, la dénonciation de la torture et des camps de regroupements, étaient menées par des hommes et des femmes courageux qui osaient s'affronter avec le pouvoir politique et militaire Français. Ces militants des droits de l'homme mobilisés aux côtés des Algériens sont pour nous, comme les résistants de la seconde guerre mondiale ceux qui ont dignement défendu l'idéal républicain, tandis que l'Etat lui tournait le dos.

En France, on a appelé ces Français solidaires du combat algérien, les porteurs de valise. En Algérie, on les appelle les justes. C'est à eux que nous avons voulu rendre hommage dans ce dossier.

**Samuel Thomas**



## Soutiens à l'indépendance

La guerre d'indépendance algérienne a eu lieu de 1954 à 1962. La France parle des « événements d'Algérie ». L'Algérie, elle, de Révolution Algérienne. Elle se déroule durant la décolonisation, l'insurrection débutant juste après l'indépendance du Vietnam, alors que l'indépendance du Maroc et de la Tunisie sont en cours de négociation. Ces pays l'obtiennent en 1956. La France est présente en Algérie depuis 1830.

1881 : Pour l'empire colonial français, l'Algérie est un pays de peuplement. Les musulmans ont un statut particulier, ils sont français mais n'ont pas la citoyenneté : ils n'ont pas le droit de vote. Il est alors question du statut de l'indigénat. On parle aussi de Français musulmans d'Algérie.

1934 : Germaine Tillion fait ses premiers pas en Algérie dans la région d'Aurès, où elle étudie les structures de la parenté au sein de la tribu des Chaouïa jusqu'en 1940.

1936 : Le projet Blum-Viollette étendant le droit de vote à une minorité de musulmans a été repoussé. Le Projet de loi Blum-Viollette, sur les propositions de Maurice Viollette, ancien gouverneur d'Algérie, vise à ce que 20 000 à 25 000 Musulmans puissent devenir citoyens français. Ferhat Abbas est pour. Messali Hadj contre. Il y voit « un instrument du colonialisme, appelé, selon les méthodes habituelles de la France, à diviser le peuple algérien, en séparant l'élite de la masse ». Les Français d'Algérie y sont également défavorables, mais pour d'autres raisons. Le 14 janvier 1937, les 300 maires d'Algérie se prononcent à l'unanimité contre ce projet de loi « anti-français » selon eux. Le sénat rejettera également ce projet.

1937 : Le 11 mars, Messali Hadj fonde le P.P.A. (Parti du Peuple Algérien). Messali Hadj est un pionnier de l'idée d'indépendance qu'il prône depuis 1927. Messali Hadj est le héros oublié. Fondateur du PPA, il fondera également le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) puis le Mouvement national algérien (MNA). Après une lutte de pouvoir entre ses mouvements et le Front de libération nationale (FLN) au cours de laquelle il sera la cible d'attentats, il cède à ce dernier la conduite des mouvements prônant l'indépendance de l'Algérie. Il se retirera alors de la vie politique. Ferhat Abbas devient rédacteur en chef de l'hebdomadaire L'Entente qui devient alors une véritable tribune politique pour lui, qui prône l'émancipation de l'Algérie sans une rupture d'avec la France. En 1938, il fonde son propre parti : l'Union populaire algérienne. Il créera en 1946 l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA). Il sera membre du Front de libération nationale (FLN), premier président du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) de 1958 à 1961, puis, à l'indépendance du pays, président de l'Assemblée nationale constituante devenant ainsi le premier chef d'État de la République algérienne démocratique et populaire.

1939 : Dans l'article Misère de la Kabylie, Albert Camus dénonce dans ses papiers la misère et les souffrances de cette région d'Algérie. Le P.P.A. est interdit. Mais clandestinement reste très actif.

## Germaine Tillion, l'avocate des peuples d'Algérie

**Durant la guerre d'Algérie, l'ethnologue française Germaine Tillion a sauvé au moins 250 prisonniers algériens de la peine de mort, dénonçant sans relâche la torture et la violence. Considérant l'Algérie comme sa propre patrie, elle a utilisé ses connaissances pour aider les plus démunis.**



Une ethnologue dans les Aurès.

Germaine Tillion ressentait les souffrances du peuple algérien au plus profond d'elle-même et n'était pas indifférente au sort des détenus victimes d'injustice. Elle a ainsi sauvé 250 prisonniers de la peine de mort, évitant la torture à ceux qui en étaient menacés. « ... Je n'ai pas choisi les gens à sauver : j'ai sauvé délibérément tous ceux que j'ai pu, Algériens et Français de toutes opinions. »

### DÉNONCER LA TORTURE

Cependant, elle n'a pas mené une mais une multitude de combats durant la guerre d'Algérie. Germaine Tillion a consacré tout son être à aider les plus démunis, créant des centres sociaux, dénonçant sans vergogne la torture et le non-respect des droits de l'Homme. L'ethnologue française au sourire malicieux et à la curiosité insatiable fait ses premiers pas en Algérie en 1934, dans la région d'Aurès, où elle étudie les structures de la parenté au sein de la tribu

des Chaouïa jusqu'en 1940. « Il se trouve que j'ai connu le peuple algérien et que je l'aime ; il se trouve que ses souffrances, je les ai vues, avec mes propres yeux, et il se trouve qu'elles correspondaient en moi à des blessures », dira l'ancienne résistante, rescapée de Ravensbrück.

1957. La bataille d'Alger fait rage. Elle est chargée alors avec les enquêteurs de la Commission Internationale Contre le Régime Concentrationnaire (CICRC) dans les prisons et les camps de faire l'état des lieux du milieu carcéral algérien. Elle y recueille de nombreux témoignages de tortures et d'exactions. En apprend d'avantage lors de son entretien avec Yacef Saïdi, l'un des chefs du FLN de la zone d'Alger. Ce dernier lui promet de ne plus mener d'attentats à Alger. En échange, la France devra suspendre les condamnations à mort des prisonniers algériens.

### ETHNOLOGUE DONC AVOCATE

Elle retourne alors en France. Et fait jouer ses relations auprès du général de Gaulle, dont la nièce est une de ses amies. De Gaulle accepte nombreuses de ses requêtes. « Je considérais les obligations de ma profession d'ethnologue comme comparable à celle des avocats, avec la différence qu'elle me contraignait à défendre une population au lieu d'une personne », écrit-t-elle.

Jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie, Germaine Tillion a continué à intervenir pour sauver des prisonniers de la guillotine. Et même après l'indépendance, elle a poursuivi son travail sur l'Algérie, y consacrant l'essentiel de ses ouvrages, enseignant l'ethnologie du Maghreb. Plus que sa terre d'adoption, l'Algérie était sa patrie.

**Assanatou Balde**

Pour lire la fin de cet article, connectez-vous sur [www.poteapote.com](http://www.poteapote.com)



## Massacre de Sétif, l'amnésie française

**Une boucherie. Un massacre. Une barbarie. Aucun mot ne peut qualifier l'enfer qu'ont vécu les Algériens suite à la révolte de Sétif. Le 8 mai 1945, alors que la France célèbre la libération, de l'autre côté de la mer, règnent les ténèbres.**

« Libérez Messali », « Nous voulons être vos égaux », « Vive l'Algérie indépendante », « À bas le colonialisme », scandent les 10 000 manifestants, répondant à l'appel du Parti du peuple algérien (PPA), dont le chef Messali Hadj a été arrêté en 1939. Mais la contestation dérape lorsqu'un qu'un jeune homme de 26 ans, Bouzid Saâl, arbore le drapeau algérien. Il est abattu par un policier. C'est le premier martyr de Sétif. Des heurts éclatent entre Européens et manifestants, faisant 28 morts. Des membres du PPA sont interpellés. Même sort pour Ferhat Abbas, fondateur des Amis du manifeste de la liberté (AML), pharmacien de Sétif, partisan de la nationalité française pour tous les Algériens.

La rumeur des événements de Sétif arrive jusqu'à Guelma. La colère des habitants est terrible. Ils attaquent les résidences des Européens. Les assassinent. La riposte côté français ne se fait pas attendre. Elle est sanglante. Les troupes du général Duval,

sur ordre du général de Gaulle, matent la révolte sans vergogne. Les exécutions sommaires s'enchaînent. On tue. On mitraille. Ne pouvant inhumer tous les corps, des miliciens décident alors de les faire disparaître dans des fours à chaux. En France, l'affaire est enterrée. Aucune information ne filtre. Même le rapport du général Tubert, estimant à 15 000 le nombre d'Algériens tués, est mis au placard par le gouvernement général. Il ne sera pas rendu public. Le gouvernement général donne toutefois sa version des faits en évoquant : « des éléments troubles, d'inspiration hitlérienne » et en assurant que « la police, aidée de l'armée, maintient l'ordre et les autorités prennent toutes décisions utiles pour assurer la sécurité et réprimer les tentatives de désordre. »

### ALBERT CAMUS ET KATEB YACINE PROTESTENT

Peu d'Européens condamnent les massacres de Sétif et Guelma. Seuls quelques intellectuels tels qu'Albert Camus, ou encore Kateb Yacine, ont réagit, meurtris par autant de sang versé. Le grand écrivain algérien, Kateb Yacine, lycéen au moment des faits à Sétif, écrit : « C'est en 1945

que mon humanitarisme fut confronté pour la première fois au plus atroce des spectacles. J'avais vingt ans. Le choc que je ressentis devant l'impitoyable boucherie qui provoqua la mort de plusieurs milliers de musulmans, je ne l'ai jamais oublié. Là se cimente mon nationalisme. » Albert Camus, s'exprime, lui, dans le journal Combat du 13 au 23 mai. Selon lui, « l'Algérie est à conquérir une seconde fois », indiquant que le peuple arabe existe. « Il n'est pas inférieur sinon par les conditions où il se trouve ».

Combien de personnes ont péri lors de ces massacres ? On l'ignore toujours. Le bilan est source de polémique jusqu'à présent. Les autorités algériennes, elles, parlent de 45 000 morts. La France conteste ses chiffres. Elle évoque très peu cette page sombre de son histoire. Une chose est sûre. Les massacres de Sétif et Guelma ont donné naissance à une colère plus féroce et un désir d'indépendance plus grand chez les Algériens. Pour certains, ces événements portent les germes de la guerre d'Algérie. Les blessures de cet ombrageux passé sont saillantes. La France et l'Algérie n'ont toujours pas de mémoire commune pour faire le deuil. En attendant, les nouvelles générations portent jusqu'à aujourd'hui ce lourd fardeau de souffrances. Pour combien de temps encore ?

**Assanatou Balde**





## «Refus d'obéissance»

Monsieur le Président  
Je vous fais une lettre  
Qui vous fera peut-être  
Un peu grincer des dents  
Je viens de recevoir  
Un chargeur à balles réelles  
Pour nettoyer les douars  
Pour débusquer les fellas  
Monsieur le Président  
Je vous rends mon fusil  
Et mon chargeur aussi  
Avec les balles dedans  
On veut qu'il aille pacifier  
Mais on m'donne une pétroire  
J'trouve ça contradictoire  
Et j'préfère pas m'y fier  
Monsieur le Président  
J'suis pas un déserteur  
S'il faut verser mon sang  
C'est pas ça qui m'fait peur  
Si demain ma patrie  
Risquait d'être asservie  
Je r'prendrai un fusil  
J'irai donner ma vie  
Monsieur le Président  
Je suis un bon soldat  
J'suis un bon élément  
Mes chefs sont contents de moi  
J'veux bien faire l'armée mais  
C'pays-là n'est pas l'mien  
Je tirerai jamais  
Sur mon frère algérien  
Celui qui m'a inspiré  
Cette fière chanson  
C'est un soldat français  
Qu'a choisi la prison  
C'était y a cinquante ans  
Dans une guerre perdue  
Il avait défendu  
L'honneur des pauvres gens  
Aujourd'hui quand j'songe  
A nos frères palestiniens  
Afghans et irakiens  
Je r'pense à ce soldat  
Que beaucoup trouvent sympa  
Que moi j'connais si bien  
Même que c'est mon copain  
Même que c'est mon papa

Vincent Liehti

Chanson écrite en hommage à Alban Liehti, condamné à deux ans de prison pour avoir refusé de faire la guerre en Algérie.

## Pour le journalisme fraternel: Le Prix Robert Barrat

Le Prix Robert Barrat, s'il existait, devrait récompenser les journalistes soucieux d'universalisme et de courage, comme l'a pu l'être l'auteur des *Maquis de la Liberté* pendant la Guerre d'Algérie.



Robert Barrat, un journaliste français chez les «Hors-la-Loi»

Le Prix Albert-Londres récompense depuis 1933 le meilleur Grand Reporter de la presse écrite. C'est en dormant sur cette information et près du recueil d'articles *Les Maquis de la Liberté* que je me suis réveillé, étonné : le Prix Robert Barrat n'existe pas. Pourtant l'auteur de ce recueil d'articles sur la guerre d'indépendance algérienne mériterait qu'on l'érige en modèle. Mais quelle serait la condition principale pour obtenir cette récompense unique ?

L'universalisme. Robert Barrat a été militant et catholique, français et anticolonialiste. Avant le début de la guerre d'Algérie, le journaliste va très vite épouser la cause d'un peuple qui souffre d'une colonisation (évidemment) injuste. Mais pour recevoir le Prix Robert Barrat, l'universalisme ne suffit pas, encore faut-il être capable de se remettre en cause.

### Savoir ressentir et pressentir

Dans *Les Maquis de la Liberté*, réédité sous le titre *Un Journaliste au cœur de la guerre d'Algérie*, Barrat a l'honnêteté de dire qu'il a été un p'tit con en 1938 quand il a débarqué la première fois en Algérie ce « grand jardin exotique encore peuplé d'hommes à demi sauvages que des Français courageux s'employaient à soigner et à civiliser ». Il a 19 ans. Il reviendra en 1952. Entre temps, le jeune homme naïf est passé par la Résistance. Et cette carte postale d'une Algérie exotique, il va savoir lui gratter le vernis, et voir le vrai visage d'une population colonisée, humiliée, spoliée, exploitée. Avant même les événements de la Toussaint 54.

Pour obtenir le Prix Robert Barrat, il faut être ce journaliste assez sensible pour sentir, ressentir, et pressentir le meilleur. Rédacteur-en-chef adjoint de la revue *Témoignage chrétien*, il réalise un reportage dans le sud-Oranais. La nécessité d'une réforme agraire est flagrante : « l'Etat Français a confisqué 11 millions d'hectares sous le nom de « terres domaniales ». (...) on nous a laissé sept millions d'hectares dans les régions les plus pauvres et les plus infertiles ».

Aux spoliations s'ajoutent le mensonge : « Qu'étaient devenues les promesses du général De Gaulle à Brazzaville en 1943 à la lueur des gigantesques incendies allumés dans le Constantinois, à Madagascar et au Tonkin ? » Optimiste, il sait que pour résoudre ce problème politique : « il faut associer les nationalistes

algériens, même les plus durs, à la gestion des affaires publiques ». Mais la France ne veut pas en entendre parler. Pressentir le meilleur, comme le pire : dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, plusieurs attentats sont organisés par le Front de Libération Nationale (FLN). Sept morts, dont deux Musulmans. La « Toussaint Rouge » déclenche la guerre d'indépendance.

### Prôner le droit à l'insoumission

« Entre novembre 1954 et mai 1955, je fis trois nouveaux voyages d'enquête en Algérie. » Rechercher les solutions pacifistes fait partie des qualités requises à l'obtention du Prix. Barrat écoute les militaires, s'il n'arrive pas à les convaincre, il réussit à les approcher. « Je faisais partie de l'escorte journalistique de François Mitterrand, ministre de l'intérieur lors de son voyage en Algérie ». En septembre 55, il rencontre, dans des conditions clandestines, des maquisards. Il écrira *Un journaliste français chez les «hors-la-loi» algériens*.

Le texte sera publié dans l'hebdo *France-Observateur*. Huit jours plus tard, les services secrets français lui rendent visite pour lui signifier son arrestation. Mais la protestation de l'opinion publique ne se fait pas attendre : il ressort libre. Quand en 1960 il signe la « Déclaration des 121 sur le droit à l'insoumission », de nouveau il est placé derrière les barreaux, à Fresnes, pendant seize jours.

Le jury du Prix Robert Barrat prendra soin de reconnaître dans l'œuvre du lauréat l'expression de la désobéissance civile ou religieuse. Pour lui, c'était à l'appareil hiérarchique de l'Eglise de « bloquer le mécanisme de la répression en préconisant et organisant des gestes de refus collectifs ». Barrat fait les mêmes reproches au Parti communiste à « l'attitude ambiguë » usant d'une opposition « légale » mais volontairement peu suffisante, malgré une jeunesse prête « à s'engager dans une action révolutionnaire contre la poursuite de la guerre d'Algérie ».

Le futur Prix Robert Barrat rendra chaque année hommage au journaliste doté de cet esprit universaliste, capable de se remettre en cause, pacifiste et résistant, humble et courageux que Robert Barrat, le Juste journaliste a su incarner jusqu'au 16 août 1976, date à laquelle il a rendu la plume. Mais pas son rêve d'une humanité fraternelle : « A travers une certaine idée de la France, patrie ouverte à l'universel, c'était bien une conception universaliste de l'Homme, un idéal internationaliste et antiraciste de rapports entre les peuples que nous défendions. C'est dans la mesure et dans la seule mesure où une majorité de Français lui demeure fidèle que la France mérite d'être aimée et servie. »

dolpi



## LES INDIGNÉS

# Bollardièrre, le général qui s'est rebellé contre la torture

Le Général Jacques Pâris Bollardièrre est le premier officier français à avoir ouvertement condamné la torture qui sévissait durant la guerre d'Algérie. Il a exigé en 1957 d'être relevé de ses fonctions, refusant d'appliquer des méthodes qu'il estimait contraire aux valeurs de la France.



Le général de Bollardièrre : celui qui a osé dénoncer les abus de l'armée française.

Un rebelle. Il l'a été toute sa vie pour défendre la dignité humaine. Désobéir aux ordres qu'il ne cautionnait pas était une habitude chez le général Jacques Pâris Bollardièrre.

1956, début de son aventure en Algérie. Il y prend le commandement d'un secteur rural près d'Alger, la Mitidja et l'est de l'Atlas blidéen. Le général au regard insoumis, arborant toujours fièrement son béret, laissant entrevoir ses cheveux noirs de jais, a osé dire « non à la torture » durant la guerre d'Algérie. Un refus catégorique que ce fervent chrétien exprime dès le 27 mars 1957.

Défiant ouvertement ses supérieurs, il demande à être relevé de ses fonctions, désapprouvant les « méthodes et les directives qu'il lui était demandé d'appliquer ». Une attitude que le général Massu, l'un de ses supérieurs, réfute, estimant que rien ne sera possible sans une élimination du Front de libération national (FLN). « La Gestapo n'a jamais empêché la résistance d'exister », défend pour sa part le général Bollardièrre.

### Briser le silence

Relevé de ses fonctions, il rentre en France. Et brise le silence, outrepassant son devoir de réserve, en révélant dans *L'Express*, les raisons de son opposition à la torture. Le directeur du journal, Jean-Jacques Servan Schreiber (JJSS), qui a servi sous ses ordres, relate son expérience en Algérie, à travers une série d'articles. Il n'hésite pas à citer le général Bollardièrre : « Si nous en sommes réduits là, c'est que nous n'avons rien à faire ici. » L'article fait scandale. Ce dernier n'aborde pourtant pas tous les détails du conflit. Encore moins la torture. Mais les militaires et le gouvernement de Guy Mollet ripostent, accusant JJSS d'avoir

porté atteinte « au moral de l'armée ». Pour prêter main forte au journaliste, le général Bollardièrre signe le 29 mars 1957 une lettre dans *L'Express* pour confirmer son récit. Il dénonce « l'effroyable danger qu'il y aurait pour nous à perdre de vue, sous le prétexte fallacieux de l'efficacité immédiate, les valeurs morales qui seules ont fait jusqu'à maintenant la grandeur de notre civilisation et de notre armée ».

Des propos qui font l'effet d'une bombe. Une occasion rêvée, dans le même temps, pour ses chefs qui cherchaient à le punir. La sanction tombe. Le Général Bollardièrre écope de 60 jours de forteresse à la Courneuve, en Seine Saint-Denis. Il y reçoit de nombreux messages de soutien, dont celui du ministre de la France d'Outre-mer Gaston Defferre. Ce dernier estime que « son geste a un caractère symbolique aux yeux d'une fraction croissante de l'opinion qui désapprouve les écarts de la répression en Algérie. » Il ne reste finalement au « trou » que deux mois avant d'être envoyé à Brazzaville. Il tentera à plusieurs reprises de retourner en Algérie en vain. Il décide finalement de quitter l'armée le 1er octobre 1961, après le putsch des généraux d'Alger en avril.

### Prendre son destin en main

Infatigable défenseur de la liberté et de la justice, il mène de multiples combats dans les années 70, incitant les individus à prendre leur destin en main. En 1972, il rédige ses mémoires dans un livre, *Bataille d'Alger. Bataille de l'Homme*, dénonçant les horreurs de la torture.

Le parcours singulier du général Bollardièrre a été peu relaté par les médias. Pour honorer sa mémoire, André Guzat, ancien déserteur durant la guerre d'Algérie, lui consacre un documentaire, *Bollardièrre et la torture*. Sur les chaînes françaises ce n'est pas la consécration. Le documentaire est boudé et peine à voir le jour avant 2009, alors qu'il a été tourné en 1973. Signe que la torture durant le sanglant conflit qui a opposé la France et l'Algérie est toujours un sujet tabou.

Assanatou Balde

## «Le Déserteur»

Monsieur le Président  
Je vous fais une lettre  
Que vous lirez peut-être  
Si vous avez le temps  
Je viens de recevoir  
Mes papiers militaires  
Pour partir à la guerre  
Avant mercredi soir  
Monsieur le Président  
Je ne veux pas la faire  
Je ne suis pas sur terre  
Pour tuer des pauvres gens  
C'est pas pour vous fâcher  
Il faut que je vous dise  
Ma décision est prise  
Je m'en vais déserteur

Depuis que je suis né  
J'ai vu mourir mon père  
J'ai vu partir mes frères  
Et pleurer mes enfants  
Ma mère a tant souffert  
Elle est dedans sa tombe  
Et se moque des bombes  
Et se moque des vers  
Quand j'étais prisonnier  
On m'a volé ma femme  
On m'a volé mon âme  
Et tout mon cher passé  
Demain de bon matin  
Je fermerai ma porte  
Au nez des années mortes  
J'irai sur les chemins

Je mendierai ma vie  
Sur les routes de France  
De Bretagne en Provence  
Et je dirai aux gens :  
Refusez d'obéir  
Refusez de la faire  
N'allez pas à la guerre  
Refusez de partir  
S'il faut donner son sang  
Allez donner le vôtre  
Vous êtes bon apôtre  
Monsieur le Président  
Si vous me poursuivez  
Prévenez vos gendarmes  
Que je n'aurai pas d'armes  
Et qu'ils pourront tirer

Boris Vian. 1954.  
Cette chanson a subi la censure jusqu'en 1962.



## Soutiens à l'indépendance

1943 : Le 30 mai 1943, de Gaulle arrive à Alger, dans le secret le plus absolu. En juin, le Comité français de Libération nationale (CFLN) est constitué. C'est l'organisme gouvernemental par lequel s'est effectuée la fusion des deux autorités françaises participant à la guerre avec les Alliés : le Comité national français de Londres, dirigé par le général de Gaulle, chef de la France libre, et le Commandement civil et militaire d'Alger, dirigé par le général Giraud, afin d'unifier l'effort de guerre français et de préparer la Libération. Le 3 juin 1944 le CFLN devient le gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Ferhat Abbas présente le « manifeste du peuple algérien ». Il est remis au général américain Eisenhower qui, depuis février, prépare la campagne de Tunisie contre les forces de l'Afrika Korps allemande. Ce manifeste conteste la possibilité d'assimilation et prévoit une phase intermédiaire avant l'indépendance avec la création d'une fédération incluant une nation algérienne ayant vocation à devenir un état. Mais De Gaulle, et le CFLN, lors de son discours de Constantine du 3 décembre, rejette « le manifeste ». Pour lui les Algériens vont devenir des citoyens français par étape avec l'objectif d'intégrer 7 millions de musulmans.

1945 : Le 1er mai : le P.P.A. fait défiler 20 000 personnes à Alger. Massacres de Sétif et Guelma. Le 8 mai, pour fêter la victoire des Alliés, des manifestations sont organisées le 8 mai. Dans le département de Constantine, les nationalistes algériens en profitent pour rappeler les promesses de démocratisation. La police française tire sur la foule. Le rapport du général Tubert, estimant à 15 000 le nombre d'Algériens tués. Les autorités algériennes, elles, parlent de 45 000 morts. La France conteste ses chiffres.

1946 : le P.P.A. devient le MTLD (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques), toujours dirigé par Messali Hadj.

1947 : Un nouveau statut organique est octroyé, créant une Assemblée algérienne dont la moitié des représentants est élue par un collège de 522 000 citoyens français, et l'autre moitié par un collège de 1 200 000 musulmans non citoyens, alors qu'il y a 1 million d'Européens pour 9 millions de Musulmans : l'équilibre n'est donc pas respecté. En plus, dès 1948, le vote du collège musulman est truqué par le gouverneur général Naegelen appuyé par l'opinion pied-noir.

1952 : Robert Barrat réalise en Algérie un reportage dans le sud-Oranais pour la revue Témoignage chrétien dont il est le rédacteur-en-chef adjoint.

1953 : Frantz Fanon : L'auteur martiniquais de Peau noire, masques blancs devient médecin-chef d'une division de l'hôpital psychiatrique de Blida-Joinville en Algérie.

1954 : 1 million d'Européens pour 9 millions de Musulmans. Le droit de vote ne concerne toujours aucun musulman malgré les promesses françaises d'améliorations démocratiques. En Mars : Fondation du C.R.U.A (Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action) par les neuf résistants

# Le combat de Monseigneur Duval pour la liberté des peuples d'Algérie

Alors que la guerre d'Algérie faisait rage, le Français Léon-Etienne Duval, archevêque d'Alger, n'a pas hésité à prendre position pour l'indépendance de l'Algérie.

Ses détracteurs le surnommaient « *Mohamed Duval* ». Un surnom qu'ils n'ont pas choisi au hasard, tant Monseigneur Léon-Etienne Duval, archevêque d'Alger, était un farouche défenseur de l'Algérie indépendante. « *Ils m'ont rendu un très grand service. Ce surnom de Mohamed Duval en fait m'a fait plaisir parce qu'il a prouvé une chose, c'est que l'église catholique n'est pas ghetto, elle n'est pas une chapelle fermée, elle est ouverte à tout le monde...* ».

par les populations, qui lui vouent un véritable respect. Mais l'archevêque agace côté français. Pour les généraux et les européens vivant dans le pays c'est « *un traitre* ».

Monseigneur Duval est en effet intervenu de nombreuses fois pour éviter que des prisonniers du FLN soit condamné à mort ce qui lui vaut d'être accusé de soutenir le FLN.



C'est en mars 1954, quelques mois avant le début du sanglant conflit, que l'archevêque fait ses premiers pas à Alger. Il ne mâche pas ses mots lorsqu'il s'agit de défendre la liberté des peuples de sa terre d'adoption. Il exprime clairement sa position le 16 mai 1955 : « *Il faut assurer par le dialogue la libre expression des aspirations légitimes... et donner satisfaction à la volonté d'autodétermination des populations dans le respect des droits des personnes et des communautés* ». Il condamne sévèrement la violence et l'usage de la torture, pratique courante durant la guerre d'Algérie. Des prises de positions cinglantes appréciées

Quelques mois après l'indépendance de l'Algérie, le Vatican salue son engagement et le nomme cardinal. Il obtient la nationalité algérienne en 1964 et décide de rester dans sa terre d'adoption. « *L'Algérien de cœur* » y meurt à l'âge de 93 ans, le 30 mai 1996. Le combat de Monseigneur Duval est gravé dans la mémoire des Algériens. Aujourd'hui encore, ils se souviennent de l'archevêque qui a dit « *non* » à la guerre d'Algérie.

Assanatou Balde



## LE VISIONNAIRE

# Camel Zekri raconte Frantz Fanon, le penseur, le résistant, le guérisseur

L'un des plus grands penseurs du XXème siècle s'appelle Fanon. Il est né Frantz Fanon en 1925, il meurt Frantz Omar Fanon en 1961. Camel Zekri produit en ce moment un spectacle musical qui met en scène un de ses textes.

L'auteur martiniquais devient médecin-chef d'une division de l'hôpital psychiatrique de Blida-Joinville en Algérie, dès 1953. L'année d'après, c'est le début de la Guerre d'Algérie. Il s'engage auprès de la résistance et collabore à l'organe central de presse du FLN. En 1959, il publie L'An V de la révolution algérienne. En 1960, il est nommé ambassadeur du Gouvernement provisoire de la République algérienne au Ghana. Il échappe à plusieurs attentats en Italie, au Maroc, mais c'est un cancer qui l'atteindra. Il meurt à Washington en 1961, regrettant presque de ne pas avoir été tué sur le terrain parmi ses compagnons de la résistance algérienne.

L'auteur-compositeur Camel Zekri rend hommage au djinn martiniquais avec Sous La Peau. Cette pièce de théâtre musical, en tournée dès le mois d'octobre, met en musique des écrits du docteur Fanon, des écrits qui tentent de guérir l'aliénation coloniale.

« *Quand tu m'as dit ton désir de quitter l'Algérie, mon amitié soudain s'est faite silencieuse. Certes des images surgies, tenaces et décisives étaient à l'entrée de ma mémoire. Je te regardais et ta femme à côté. Tu te voyais déjà en France... De nouveaux visages autour de toi, très loin de ce pays où depuis quelques jours les choses décidément ne vont pas bien. Tu me l'as dit, l'atmosphère se gâte, il faut que je m'en aille. Ta décision sans être irrévocable parce que tu l'avais exprimée, progressivement prenait forme. Ce pays inexplicablement hérissé ! Les routes qui ne sont plus sûres. Les champs de blé transformés en brasiers. Les Arabes qui se font méchants. On raconte. On raconte. Les femmes seront violées. Les testicules seront coupés et fichés entre les dents. Rappelez-vous Sétif ! Voulez-vous un autre Sétif ?* »

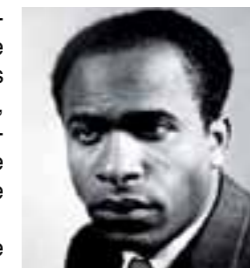
Et derrière ton rire, j'ai vu. J'ai vu ton essentielle ignorance des choses de ce pays. Des choses que je t'expliquerai. Peut-être partiras-tu, mais dis-moi, quand on te demandera : « *Que se passe-t-il en Algérie ?* » Que répondras-tu ? Quand tes frères te demanderont : « *Qu'est-il arrivé en Algérie ?* » Que leur répondras-tu ?

Quand on voudra comprendre pourquoi tu as quitté ce pays, comment feras-tu pour éteindre cette honte que déjà tu traînes ? Cette honte de n'avoir pas compris, de n'avoir pas voulu comprendre ce qui autour de toi s'est passé tous les jours. Huit ans durant tu fus dans ce pays. Et pas un morceau de cette énorme plaie qui t'ait empêché ! Et pas un morceau de cette énorme plaie qui t'ait obligé ! De te découvrir enfin tel. Inquiet de l'Homme mais singulièrement pas de l'Arabe. Soucieux, angoissé, tenailé.

Mais en plein champ, ton immersion dans la même boue, dans la même lèpre. Car pas un Européen qui ne se révolte, ne s'indigne, ne s'alarme de tout sauf du sort fait à l'Arabe. Arabes inaperçus. Arabes ignorés. Arabes passés sous silence. Arabes subtilisés, dissimulés. Arabes quotidiennement niés, transformés en décor saharien. Et toi mêlé à ceux : Qui n'ont jamais serré la main à un Arabe. Jamais bu le café. Jamais parlé du temps qu'il fait avec un Arabe. A tes côtés les Arabes. Ecartés les Arabes. Sans efforts rejetés les Arabes. Confinés les Arabes.

...Je t'offre ce dossier afin que nul ne meure, ni les morts d'hier ni les ressuscités d'aujourd'hui. Je veux ma voix brutale, je ne la veux pas belle, je ne la veux pas pure, je ne la veux pas de toutes dimensions. Je la veux de part en part déchirée, je ne veux qu'elle s'amuse car enfin, je parle de l'homme et de son refus, de la quotidienne pourriture de l'homme, de son épouvantable démission.

**Frantz Fanon & Camel Zekri**  
REPRÉSENTATIONS DU SPECTACLE SOUS LE PEAU PRÉVUES EN FRANCE :  
3 NOV : Institut des Cultures d'Islam dans le cadre du festival Villes des musiques du monde (Paris 18ème).  
8 NOV : Espace Renaudie à Aubervilliers dans le cadre du festival Villes des musiques du monde.  
10 NOV : Marseille dans le cadre des Rencontres l'échelle, festival pluridisciplinaire.  
19 NOV : Aulnay sous bois.  
29, 30 NOV / 1ER DÉC : Maison de la musique de Nanterre.  
Pour en savoir plus sur le spectacle : lesartsimprovisés@orange.fr



Frantz Fanon, en 1960, ambassadeur du Gouvernement provisoire de la République algérienne au Ghana.

## Soutiens à l'indépendance

historiques responsables, tous membres de l'Organisation spéciale, bras armé du MTLD. En aout : scission au sein du MTLD : les « messalistes », partisans de Messali Hadj, fondent le M.N.A. (Mouvement National Algérien). L'Association des oulémas (docteurs de la loi islamique) garde une autorité essentiellement morale. L'UDMA de Ferhat Abbas, a soulevé les espoirs de la bourgeoisie musulmane, mais elle est la principale victime de la politique du gouverneur général. Le parti communiste algérien hésite entre autonomie et assimilation. Le MTLD de Messali Hadj est le fer de lance du nationalisme algérien. Il s'impose grâce à son programme « l'indépendance totale » et à ses 25 000 militants aguerris par la clandestinité, et aux révoltes menées par le PPA, la couverture légale du MTLD.

L'autorité de Messali Hadj est contestée par ceux – dont Hocine Aït Ahmed et Ahmed Ben Bella – qui préconisent l'action immédiate pour relancer le mouvement et qui créent en mars-avril 1954 : le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA). En octobre : neuf personnalités – parmi lesquelles Aït Ahmed, Belkacem Krim, Ben Bella, Mohammed Boudiaf, qui traverseront toute la guerre – fondent le Front de libération nationale (FLN). Le FLN se dote d'une armée : l'ALN (Armée de Libération Nationale) qui provoque l'insurrection du 1er novembre 1954. « *La Toussaint Rouge* » regroupe les événements du 1er novembre où une trentaine d'attentats sont commis simultanément sur le territoire algérien. 7 morts. Cette insurrection déclenche la guerre. Celle-ci prend rapidement une tournure internationale malgré les efforts de la France pour réduire la dimension du conflit à un simple problème de police intérieure. L'Algérie obtient l'aide arabe, le Maroc et la Tunisie deviennent son arrière base militaire. Entre novembre 1954 et mai 1955, Robert Barrat fait trois nouveaux voyages d'enquête en Algérie. Boris Vian chante Le Déserteur. La première interprétation a été diffusée en mai. La chanson est publiée en 1954, par hasard, le même jour de la défaite de la France à Dien Bien Phu qui marque la fin de la guerre d'Indochine. Cette chanson a été écrite par Boris Vian, sur une musique de Boris Vian et Serge Reggiani. Frantz Fanon s'engage auprès de la résistance et collabore à l'organe central de presse du FLN. Michel Rocard se prononce pour l'indépendance de l'Algérie.

1955 : Le général Bollardière, qui revient d'Indochine, arrive en Algérie, il y prend le commandement d'un secteur rural près d'Alger, la Mitidja et l'est de l'Atlas blidéen. Il crée les « *Bérets noirs* ». Ces commandos paras d'élite mettent en application la « *méthode Bollardière* » : la pacification par le dialogue et le contact permanent avec la population. Il leur arrive souvent de passer la nuit chez l'habitant, en le respectant. En mai, la revue Temps Modernes publie : « *L'Algérie n'est pas la France* ». Le directeur de la revue se nomme Jean-Paul Sartre. Le 16 mai : Monseigneur Duval, archevêque d'Alger : « *Il faut assurer par le dialogue la libre expression des aspirations légitimes... et donner satisfaction à la volonté d'autodétermination des populations dans le respect des droits des personnes et des communautés* ». En septembre, Robert Barrat rencontre des maquisards dans des conditions clandestines. Il écrira Un journaliste français chez les « *hors-la-loi* » algériens. Le texte sera publié dans l'hebdo France-Observateur. Les services secrets français l'arrêtent. Mais la protestation de l'opinion publique ne se fait pas attendre : le ressort libre.



# CAMUS versus SARTRE : Le Match de Boxe algérien



L'un ne voulait pas de l'indépendance, l'autre voulait la révolution.

La querelle qui opposa Albert Camus et Jean-Paul Sartre est un match de boxe entre deux intellectuels d'un niveau exceptionnel. Leur amitié a été mise à l'épreuve par leurs points de vue différents sur le communisme, différend entérinée peu après par leurs positions diamétralement opposées sur la Guerre d'Algérie dans laquelle ils ont eu un rôle non négligeable. Camus, le progressiste franco-algérien qui ne voulait pas l'indépendance, affronte Sartre le progressiste, pour qui la violence révolutionnaire est justifiable.

Il est bientôt minuit. Le match va commencer. La foule ne retient déjà plus ses applaudissements de joie, et ses cris d'encouragements. Ça y est. En voilà un ! La foule se lève ! Vers nous, vers le ring de la pensée, s'avance, short blanc mais gants rouges, le challenger : Albert Camus, dit « l'Homme Révolté », le pourfendeur de l'absurde, prix Nobel de Littérature en 1957 par K.O. Ce résistant et journaliste, né le 7 novembre 1913 dans une commune d'Algérie, n'a pas attendu les événements de la Toussaint de fin 54 pour donner des coups à l'injustice que vivent les Algériens. Toutes les injustices coloniales : le mensonge répété de la promesse non tenue de l'assimilation, les abus du colonialisme, l'injustice de la répartition des terres agraires, le sentiment d'humiliation. Voilà, selon lui, les 4 points légitimes de la revendication arabe. Il dénonce tout ça dans son recueil d'articles « Chroniques algériennes : 1939 – 1958 ». Dans l'avant-propos, il écrit : « ce livre est l'histoire d'un échec, celui de n'avoir pas réussi à désintoxiquer les esprits ». Réussira-t-il ce soir à déjouer le marteau et la faucille de l'outsider ?

D'ailleurs, dans un vrombissement digne des plus grandes rencontres de boxe, le public, dans une hystérie collective, l'entrevoit, le sent, le distingue, le voici, notre champion : short rouge et mains sales, né le 21 juin en 1905 dans la capitale française, celui qui est « L'Enfer pour les Autres », « La Putain Respectueuse », prix Nobel de Littérature, un prix cependant que ce résistant et journaliste refusera. Le 22 octobre 1964, un membre de l'Académie de Suède annonçait officiellement : « Le prix Nobel de cette année a été attribué à l'écrivain français Jean Paul Sartre pour son œuvre qui par l'esprit de liberté et la recherche de la vérité dont elle témoigne a exercé une vaste influence sur notre époque. ». Tout ça, c'est du passé. Il n'en veut pas. Sartre ôte ses

lunettes, les tend à sa compagne Simone de Beauvoir, lui sourit, puis, en direction de la foule il lève les bras, d'un coup, à ce signe : la foule lui répond par une clameur indescriptible ! Cet embrasement dure une éternité ! Le sourire qu'il affiche alors, droit vers son adversaire, nom de dieu : c'est le silence au milieu du bruit. Serein, l'existentialiste est prêt à rendre les coups.

## LE CHALLENGER NE VEUT PAS DE NATION ALGÉRIENNE

Pour les départager sur la question de l'Algérie, l'arbitre de ce soir est la raison. Mais comment parler de raison sans avoir de cœur ? Et c'est lui, ce cœur, qui est déchiré ce soir. Déchiré entre le pacifiste, progressiste avant l'heure, un progressiste actif qui dénonce dans ses papiers la misère et les souffrances, comme en 1939 dans l'article Misère de la Kabylie. D'un point de vue social, il est un progressiste avant-gardiste soucieux des salaires et des conditions de travail. Du point de vue politique : il milite pour un droit de vote encore non accordée aux neuf millions de Musulmans algériens, neuf fois plus nombreux que les colons. (Il parle même d'une république fédérative de Kabylie) mais, et ce cœur se resserre, Camus, short blanc et gants rouges, considère que le concept de Nation Algérienne est un non-sens, c'est pour ces jeunes « qui n'ont pas de culture politique ». La Nation Algérienne ? Il ne veut pas en entendre parler. Il ne veut pas de divorce. Le public peut-il comprendre cet enfant d'Algérie, qui ne veut pas le chemin de sang qu'emprunte la révolution algérienne ? Peut-il comprendre que ce journaliste ne comprend pas ces autorités de la Métropole qui promettent, mais renoncent toujours à se laisser aller à une démocratie vécue par tous, Musulmans et colons, de la même manière ? Pour cet enfant du Constantinois, pour cet éminent boxeur de la pensée du XXème

siècle, c'est là le drame, l'uppercut qu'il veut devancer : les Musulmans menés par Ferrat Abas disaient « donnez-nous nos droits ! ». Mais comme on ne les leur donne pas, ils crient aujourd'hui : « alors cassez-vous ! ». Et ça, cet enfant d'Algérie, le comprendre il ne veut pas.

De l'autre côté, depuis son coin, l'outsider l'a compris. Tout ça et tout le reste. Tout ça : le sens de l'Histoire, à cette époque des décolonisations, et tout le reste : le sens de l'Histoire algérienne, même s'il faut emprunter les sens interdits de la raison. Ça fait longtemps qu'il a compris, pense-t-il, compris qu'on doit à tout prix cacher à son cœur ce que la raison enterre. La Paix ? Dans un système d'oppression coloniale ? Oui. Au nom des opprimés, il faudra utiliser la violence révolutionnaire. D'abord les mots. La revue Temps Modernes publiée en 1955 : L'Algérie n'est pas la France. Le fondateur, et directeur de la revue, n'est autre que notre champion en personne : Jean-Paul Sartre. Lui-même enverra en 1956 un bon direct du droit avec l'article Le colonialisme est un système, dont « les mécanismes politiques et économiques sont à combattre » dit-il au « meeting pour la paix en Algérie », organisé par le Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Algérie, au début de la même année, à Paris. Un système à combattre par les mots, certes, mais pas seulement. Le gong a retenti ! Le match peut commencer.

## LE CONTENTIEUX COMMUNISTE

Un premier round pour tout expliquer ? Si nos penseurs-boxeurs s'affrontent ce soir, c'est à cause de cette « fin qui justifie les moyens ».

Lire l'intégralité de cet article sur [www.poteapote.com](http://www.poteapote.com)  
dolpi



# Le Moudjahid anticolonialiste

Toute l'Affaire Audin... C'était donc pour lui ! Oui, mais pas que !

Maurice Audin était au commencement de la guerre d'Algérie un brillant assistant de mathématiques français à l'université d'Alger de 25 ans. Anticolonialiste convaincu, il militait au Parti communiste algérien.

Et c'est parce qu'il militait activement pour l'indépendance algérienne qu'il fut le 11 juin 1957 interpellé à son domicile puis porté disparu... Son corps ne sera jamais restitué à sa famille.

Henri Alleg, son camarade de parti, an-

ancien directeur du journal Alger Républicain, arrêté le lendemain était le dernier à l'avoir vu en dehors des militaires. Survivant de son cauchemar, il fut par ailleurs lui aussi torturé. L'historien Pierre Vidal-Naquet prouvera par la suite, par une enquête scrupuleuse publiée dans son premier ouvrage L'Affaire Audin en 1958 que Maurice Audin n'avait en aucun cas pu s'évader comme le prétendait l'armée, en sautant de la jeep qui le transférait de son lieu de détention, mais qu'il avait bien été torturé et assassiné. Par cette affaire, la torture en Algérie qui concerne des mil-

liers de personnes moudjahidines ou militants des droits de l'homme bien français a un visage : celui de Maurice Audin.

## PRISE DE CONSCIENCE

La mobilisation établie par cette affaire permettra la prise de conscience française de la généralisation de la pratique de la torture en Algérie. A l'initiative de Laurent Schwartz, un autre mathématicien, et avec un groupe d'intellectuels français dont Pierre Vidal-Naquet, se crée le comité Audin, dont l'objectif est de faire la lumière sur sa mort. Maurice Audin devient alors le symbole de la « révolte des universités contre la pratique de la torture par le gouvernement ».

De l'autre côté de la rive et jusqu'à aujourd'hui, les Algériens en ont fait de Maurice Audin un de leurs martyrs, un « moudjahid » pour la cause de l'indépendance algérienne. Une place porte son nom à Alger. Mais de façon universelle, Maurice Audin fait partie de cette génération de jeunes militants engagés morts pour la cause qu'ils défendaient, partis trop tôt pour avoir osé crier « Vive l'Algérie indépendante », « Tahia El Djazaïr ».

Cela fait 55 ans que Maurice Audin a disparu. Et sa famille et l'association Maurice Audin attendent encore que la vérité sur la mort de Maurice soit officiellement établie.

Loubna Cherchari





# LES CAMPS DE LA HONTE

## Soutiens à l'indépendance

Pour Vidal-Naquet, historien engagé contre la guerre et la torture : « Le silence des autres, le gouvernement Guy Mollet l'avait obtenu sans utiliser de moyens particulièrement violents : quelques arrestations (Claude Bourdet, Robert Barrat, André Mandouze) dont aucune n'était maintenue très longtemps, quelques saisies de journaux, quelques inculpations de journalistes ou de militants pour « démoralisation de l'armée ». Il était inutile de faire appel à des techniques plus brutales : dans sa masse, le pays suivait, les élections partielles en témoignaient ».

En octobre, Albert Camus écrit Lettre à un militant algérien juste après le massacre de Philippeville des 20 et 21 août, tueries perpétrées par les indépendantistes du FLN.

1956 : Un étudiant sur deux a sa carte au syndicat majoritaire, l'UNEF (l'Union nationale des étudiants de France). Au sein du syndicat, deux tendances se déchirent : les « Majos », tenants d'une ligne apolitique, et les « Minos », partisans du syndicalisme, qui font prendre à l'UNEF des positions anti-guerre d'Algérie dès cette année-là.

En janvier, Albert Camus organise à Alger une conférence pour promouvoir une « trêve civile ». Jean-Paul Sartre écrit Le colonialisme est un système dont « les mécanismes politiques et économiques sont à combattre » dit-il au « meeting pour la paix en Algérie », organisé par le Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Algérie.

La mobilisation française en Algérie atteint un nouveau pic avec 400 000 hommes engagés dans une guerre d'attrition, où l'objectif est d'user les forces combattantes et les réserves ennemies, plutôt que la progression en terrain ennemi.

L'expression « soldats du refus » désigne les militaires et appelés du contingent ayant refusé de participer à la guerre d'Algérie. Certains ont écrit personnellement au président de la République française, René Coty. Quelques-uns ont été embastillés au bagne de Tinfouchy.

Entre 1954 et 1962, plus de deux millions d'appelés et rappelés français ont participé aux « événements » d'Algérie. Officiellement, seuls cinq cents d'entre eux ont déserté. En juillet 1956, Alban Liechti (voir p.22), militant communiste, 21 ans, écrit au président son refus de participer à cette guerre. A son arrivée en Algérie, il est condamné à deux ans de prison pour « refus d'obéissance », le 19 novembre 1956.

1957 : Le général Bollardièrè dit « non à la torture ». Le 18 février 1957, il signe une directive proscrivant toute forme de torture dans son secteur.

La bataille d'Alger fait rage. Germaine Tillion est chargée avec les enquêteurs de la Commission Internationale Contre le Régime Concentrationnaire dans les prisons et les camps, de faire l'état des lieux du milieu carcéral algérien.

Le 27 mars, le général Bollardièrè, en désaccord avec sa hiérarchie sur la méthode à mener, sort de son devoir de réserve : il signe une lettre dans L'Express pour expliquer son désaccord. Le Général Bollardièrè écope de 60 jours de forteresse à la Courneuve, en Seine Saint-Denis. Il ne reste finalement au « trou » que deux mois avant d'être envoyé à Brazzaville.

Le 11 juin, Maurice Audin, alors militant au Parti communiste algérien, est interpellé à son domicile puis porté disparu.

L'armée française crée des camps de regroupement en Algérie.

Albert Camus reçoit le Prix Nobel de Littérature.

## Des camps de concentration en Algérie ?

En 1957, l'armée française crée des camps de regroupement en Algérie. Le rapport de Michel Rocard, publié en avril 59, en pointe les conditions inhumaines d'internement. Ce cri d'alarme sauvera des vies.

La guerre d'indépendance d'Algérie, c'est 1954 - 1962. Des attentats de la Toussaint Rouge du 1er novembre 1954 aux Accords d'Evian du 18 mars 1962. Mais l'année 57 est cruciale. Non seulement l'emploi de la torture par l'armée française devient systématique. Mais la France se donne la possibilité de recourir à « l'internement administratif collectif ». Sur le territoire français, comme dans le Larzac, et ailleurs, mais en Algérie aussi, l'armée crée des camps de regroupement. L'objectif avancé, c'est de couper l'herbe sous le pied de la guérilla du Front de Libération Nationale (FLN), ses bases arrières, ses moyens logistiques, en créant des « zones interdites », interdites à tout ce qui bouge sous peine de se faire tirer dessus sans sommation. Dans ces camps de regroupement sont amenés de force, puis parqués : plus d'un million de villageois. Tous, sous la surveillance de l'armée française, regroupés dans ces villages de tentes. Cependant, incroyable mais vrai, jusqu'à aujourd'hui, ces « camps de la Honte », qui disqualifient la France au regard des Droits Humains, ont été oubliés par le grand public.

C'est Michel Rocard qui révélera l'horreur de ces « camps de concentration » à la française. Aujourd'hui, il me précise qu'il n'a jamais parlé de camps de concentration, ni de « camps de la mort ». Ces camps de regroupement « ont été des camps du malheur » me confie-t-il. A l'époque, cet ancien dirigeant des jeunes socialistes a 28 ans. Dès 54, ce fils de résistant se prononce pour l'indépendance de l'Algérie. En 58, Michel Rocard, élève à l'ENA devenu inspecteur des finances, alors en stage en Algérie, va mener la première enquête sur les regroupés. Le 17 février 1959, il remet au délégué général en Algérie son rapport qui décrit une situation indigne. Le cabinet du garde des Sceaux du gouvernement de Michel Debré, Edmond Michelet, sous la forme d'une « fuite », en informera la presse. Furieux, Michel Debré demandera en vain en conseil des ministres sa révocation. De toute manière, c'est trop tard : « un barouf médiatique » est lancé, se rappelle Michel Rocard. Le 16 et le 17 avril, l'hebdo France-Observateur (futur



Rocard, un cri d'alarme qui sauve des vies.

Nouvel Observateur) puis Le Monde du 18 avril, publie des extraits de ce Rapport sur les camps de regroupement qui pointe le caractère particulièrement inhumain de ces détentions.

### Populations déportées

Selon Michel Rocard « 500 enfants meurent par jour », faute de nourriture. Manque de soins. Manque d'hygiène. « Mon avis, c'est que sont mortes de faim 200 000 personnes et en majorité des enfants » dans ces camps. Ceux-là sont éloignés des champs. Les populations déportées ne peuvent plus rien cultiver, ni rien élever. « Le regroupement affecte les paysans les plus démunis, des femmes et des enfants sous-alimentés. La situation alimentaire est donc préoccupante dans la quasi-totalité des centres de regroupement. Des moyens d'existence doivent être à tout prix fournis à ces populations pour éviter que l'expérience ne se termine en catastrophe. » Une campagne d'opinion fructueuse voit le jour, me dit-il : « Il y a eu un déblocage de crédits de 100 millions de nouveaux francs ». Les conditions des camps sont améliorées. « Un peu de soins médicaux » et les vivres arrivent. Michel Rocard a sauvé ainsi des centaines de milliers de vie.

En 1961, au total, un tiers de la population rurale s'est retrouvé dans les camps : près de 2 millions. Beaucoup y sont demeurés après l'indépendance. Après les Accords d'Évian de 1962, sur le territoire français, afin de les accueillir, ce sera au tour des Harkis d'y avoir droit.

dolpi

Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie, Paris, Mille et une nuits. Une Historienne Algérienne de Ben Salama, Electron Libre, France 5.



# CONTRE LA TORTURE

## Pierre Vidal-Naquet, historien militant, combattant du mensonge

Il aura été l'un des instigateurs de la lutte contre la torture en Algérie, loin des grands discours sans fond, toujours preuve à l'appui... Parfois au péril de sa vie et très souvent au détriment de sa carrière. L'Algérie, son premier combat d'une longue série, pour la justice en pourfendeurs des falsifications de l'armée et de l'Etat.

Pierre Vidal-Naquet on m'avait dit. Prrrrrrrrrr ? Inconnu au bataillon des militants de mon esprit. Alors, j'ai cherché, je me suis documentée et je suis tombée sur un de ses portraits réalisés par un universitaire de la faculté de Caen.

Bon, d'abord, je dois vous préciser ici que c'est alors qu'il était Maître de conférences dans cette faculté que l'engagement de Pierre Vidal-Naquet contre la guerre en Algérie a commencé. Il lui en coûtera d'ailleurs son poste, puisqu'il osa signer en 1960 avec d'autres intellectuels, universitaires et artistes courageux le manifeste des 121, premier appel à la désobéissance contre la guerre d'Algérie.

### HISTORIEN DU PRÉSENT

Ce portrait disait : « Pierre Vidal-Naquet était un historien du présent pendant et dans la guerre d'Algérie ». C'est bien la phrase qui selon moi reflète le mieux cet historien, mais aussi militant des droits de l'homme et surtout, surtout combattant du mensonge. C'est comme cela qu'il sera toute sa vie. La lutte contre les tortures en Algérie, fut ainsi son entrée en la matière, son déclencheur de vocation de militant contre les injustices.

Il enquêta sur la disparition de Maurice Audin, ce jeune universitaire français d'Algérie, enlevé et assassiné par les parachutistes et officiellement porté disparu. Objectif de Pierre Vidal-Naquet : apporter des preuves concrètes à la dénégation et aux silences gouvernementaux, aux mensonges d'Etat qui ont entouré cette disparition. Il mit donc son savoir-faire d'historien rigoureux et intransigeant au service de son engagement, avec pour seule arme sa production inlassable de textes et d'ouvrages fondamentaux. Il utilisa ses méthodes d'historien pour sensibiliser ses contemporains.

### LA TORTURE, CETTE HORREUR ABSOLUE

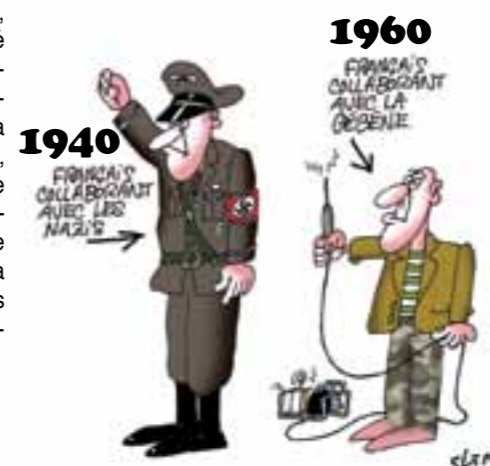
Il dira lui-même : « Pendant les années algériennes, mon but principal n'était pas de révé-

ler les tortures en un sens, tout le monde les connaissait ; c'était de dire la responsabilité de l'Etat au plus haut niveau... Ce que j'ai essayé de faire avec l'affaire Audin : un travail de critique historique élémentaire. Ce travail est toujours aujourd'hui nécessaire surtout quand il s'agit de l'armée, qui est capable de tous les mensonges et de tous les faux ».

Mais pourquoi un tel engagement ? C'est lui qui en donnera la meilleure explication : « Vous savez, avant d'être déporté, mon père a été torturé par la Gestapo à Marseille. L'idée que les mêmes tortures puissent être infligées d'abord en Indochine et à Madagascar puis en Algérie par des officiers m'a fait horreur. Mon action n'a pas d'autres sources que cette horreur absolue ». Cette source qui le fera écrire, publier et dénoncer se mobiliser avec la même hargne plus tard contre le négationnisme, et pour la création d'un Etat palestinien. Cette même source, qui quelques semaines avant sa mort à l'âge de 76 ans, en juillet 2006, le poussa encore à cosigner un appel pour l'arrêt de l'offensive israélienne au Liban.

Un Justicier universel tout simplement.

Loubna Cherchari



### Un petit soldat qui dérange

Le Petit Soldat, film de Jean-Luc Godard réalisé en 1960, a connu des déboires avec la censure et n'est finalement sorti qu'en 1963. Et pour cause : un déserteur pour héros en pleine guerre d'Algérie et une scène de torture sans concession. Subversif, le film l'est surtout parce qu'il refuse de prendre parti et condamne le conflit dans son ensemble. Les deux parties, FLN et OAS, toutes deux aussi criminelles, sont renvoyées dos à dos. Et c'est la présentation de l'action de la France en Algérie « comme dépourvue d'idéal » qui est entre autres reprochée par le ministre de l'information d'alors. « On doit se battre pour des idées, et non pour des

territoires », peut-on en effet entendre dans un dialogue. Mal compris du public parce que ambivalent, parce que mêlant critique politique, parole intimiste et réflexion sur la condition humaine, Le Petit Soldat est resté voué à la malédiction, même s'il est aujourd'hui loué pour sa prise de position radicale contre la torture, dénoncée dans les deux camps, et contre la guerre d'Algérie. Il est en tout cas à cette époque le seul film à parler ouvertement de ce que l'on nommait pudiquement alors « les événements ».

Christine Chalier

## Soutiens à l'indépendance

1958 : L'historien Pierre Vidal-Naquet prouve par une enquête scrupuleuse publiée dans L'Affaire Audin que Maurice Audin n'avait en aucun cas pu s'évader, comme le prétendait l'armée, en sautant de la jeep qui le transférait de son lieu de détention, mais qu'il avait bien été torturé et assassiné. Frantz Fanon est affecté au Ministère de l'information du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. En décembre, il fait partie de la délégation algérienne au congrès panafricain d'Accra.

1959 : Le 15 janvier, Messali Hadj sort de prison. Le 17 février, Michel Rocard remet au délégué général en Algérie son rapport sur les camps de regroupement qui décrit une situation indigne. Le 16 et le 17 avril, l'hebdo France-Observateur puis Le Monde du 18 avril, publie des extraits de ce rapport.

Frantz Fanon publie L'An V de la révolution algérienne.

1960 : Robert Barrat signe la « Déclaration des 121 sur le droit à l'insoumission », de nouveau le journaliste est placé derrière les barreaux, à Fresnes, pendant seize jours.

En mars, Frantz Fanon est nommé ambassadeur du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) au Ghana.

Le Petit Soldat, film de Jean-Luc Godard réalisé en 1960, a connu des déboires avec la censure et n'est finalement sorti qu'en 1963. Dans une lettre envoyée au procès des réseaux français de soutien au FLN, Sartre se déclare « porteur de valises » pour le financement du FLN. Oui, avec Simone de Beauvoir, ils jouent les intermédiaires. La lettre est lue par Roland Dumas, alors défenseur du « réseau Jeanson ». Aussitôt, Sartre voit son appartement plastifié par les supporters de l'Algérie française. Le général Bollardièrè décide finalement de quitter l'armée le 1er octobre 1961, après le putsch des généraux d'Alger en avril. Frantz Fanon meurt à Washington en décembre 1961.

1962 : Les accords d'Evian signés le 18 mars, donnent sa souveraineté à l'Etat algérien. Le 3 juillet : La France reconnaît officiellement l'indépendance de l'Algérie. Le GPRA transfère ses pouvoirs au FLN.

Chronologie conceptualisée par dolpi.





# De l'amour au combat

**Je vous présente « Emilie Busquant, ou la naissance d'une nation indépendante : l'Algérie ». Inconnue du grand public et ignorée dans la plupart des livres d'histoire, ce petit bout de femme d'origine modeste aura vécu une histoire d'amour « engagée » avec Messali Hadj par-delà les barrières invisibles des communautés, et posé les premières pierres de la Révolution algérienne.**

Derrière chaque grand homme, il y a une femme. Celle qui a vécu dans l'ombre de Messali Hadj, père de la nation algérienne s'appelait... Emilie Buquant. Mais que pouvaient-ils bien avoir en commun ? Une terre ? Une couleur ? Des racines culturelles ? Non ! Un idéal : celui de liberté et d'égalité pour tous, par tous et surtout partout.

Cette fille de mineur anarcho-syndicaliste de Neuves-Maisons en Meurthe-et-Moselle a quitté sa Lorraine natale à l'adolescence, faute de travail, pour Paris. C'est ainsi que devenue parfumeuse dans un grand magasin de la place de la République, elle a rencontré par-delà la barrière culturelle et géographique celui qui transforma sa vie, par l'entremise d'une amie commune. C'était en octobre 1923.

Messali Hadj était originaire de Tlemcen.

Venu à Paris pour fuir la pression familiale du mariage, il était devenu manoeuvre dans une usine du 20ème arrondissement.

**Il avait 24 ans. Elle en avait 22.**

Les origines modestes et prolétaires de la jeune fille ont tout de suite trouvé écho dans le cœur de ce jeune pas encore révolutionnaire mais déjà révolté par les inégalités en Algérie. Elle y mettra un mot : Révolution. Car pour elle, comme pour lui « les damnés de la terre colonisée du Maghreb, comme les prolos français devaient mener le même combat, contre les mêmes forces oppressives ». Comme elle le dit dans ses mémoires elle était « née dans une région de France fiévreuse révolutionnaire et patriotique à la fois et avait partagé avec les membres de sa famille le sort d'un prolétariat exploité et humilié ».

avait sa place bien définie. Préférant de très loin l'ombre à la lumière, elle était la conseillère stratégique, la plume et la confidente de son révolutionnaire de « petit ami ». Et c'est encore elle qui organisa sa défense pour ses nombreux procès en 1934, 39, 41...

Emilie Busquant se considérait avant tout comme une militante et tenait, malgré l'ampleur que prenait le mouvement, à le rester. Certains historiens disent qu'elle est la mère du drapeau algérien qu'elle dessina sur une nappe en 1929. Elle le voulait du rouge des insurgés de 1789 et du sang des communistes et du Maghreb, du vert couleur de l'Islam. D'autres doutent de ce fait. Quoiqu'il en soit c'est bien ce drapeau-là qui fût brandi par la foule de manifestants à Sétif le 8 mai 1945.

**Le mouvement était bel et bien en train de devenir Révolution.**



De fil en aiguille, le militantisme actif se mit en branle. De rencontres en réunions, de réunions en meetings, de meetings en manifestations. De Paris à Alger, Tlemcen, Sétif ; le mouvement était né, plus rien ne l'arrêterait. Première pierre à l'édifice et trois ans après leur premier regard en 1926, la création à Paris de l'Etoile Nord Africaine (ENA), avec Amar Imache, Salah Bouchafa et bien sûr tous les militants recrutés dans les quartiers populaires d'Île de France. Le premier mouvement nationaliste à revendiquer l'indépendance de l'Algérie. Quelques années plus tard en 1930, c'est Emilie et Messali qui rédigeront le mémoire de l'Etoile destiné à la société des Nations. Dans la jeune mais très active organisation, Emilie

Bon, je dois quand même vous dire qu'Emilie et Messali se brouillèrent quelque peu sentimentalement au début des années 50. Mais Emilie sera tout au long de sa vie restée fidèle à son Messali de révolutionnaire auquel soit dit en passant, elle donnera deux enfants. C'est à lui qu'elle écrira sa dernière lettre en octobre 1953, un an avant le début de la guerre d'Algérie. Elle y disait : « ...*Pourquoi suis-je vieille et malade ?... Maintenant le peuple français sait ce qu'il se passe ici et s'y intéresse... Je ne veux pas mourir avant de voir l'indépendance de l'Algérie. Car bon gré, mal gré, cela est inévitable* ».

Trente ans d'amour, trente ans de combat ! Et la suite on la connaît : une guerre qui dura huit ans, des atrocités et puis et puis cette indépendance tant désirée. Emilie Busquant aura sans doute été la plus militante des femmes de révolutionnaires et pourtant on ne la connaît que très peu. Alors moi petite Loubna originaire de Constantine, je te dis 50 ans après : « Merci Emilie ». Je veux pour les trente années à venir la même vie que toi. Une histoire d'amour avec pour fil-directeur la liberté et l'égalité, et la naissance d'une nation ! Bon je sais ! N'est pas Emilie Busquant qui veut, mais quand même Vite Vite Mon Messali !

**Loubna Cherchari**

à lire :

«La Parfumeuse, la vie occultée de Mme Messali Hadj» par Mohamed Benchicou Edition Riveneuve